



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2715
14 août 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Au Liban et dans le monde entier,

à bas la loi

du profit

capitaliste!

Écoles

**Rentrée
avec virus et
sans moyens**

page 4

Biélorussie

**Loukachenko
de plus en plus
contesté**

page 12

Entreprises

**De la crise sanitaire
à la crise
économique**

pages 9 à 11

Leur société

- Beyrouth : arrogance coloniale de Macron 3
- L'aide française... 3
- Masques : obligatoires... alors gratuits ! 3
- Écoles : protocole allégé à 0 % 4
- Contractuels : recalés sans épreuve orale 4
- Île de Ré : la misère côtoie l'opulence 4
- Natation : un enseignement négligé 4
- Police : bavures en série 5
- Prisons : encore surpeuplées 5
- Covid : lourde facture pour les malades 5
- Capitalisme : destructeur massif d'emplois 5

Dans le monde

- Liban : la démission du gouvernement ne calmera pas la colère 6
- Niger : une sale guerre et ses victimes 6
- Iran : flambée de colère ouvrière 7
- Île Maurice : sans moyens face à la marée noire 7

Il y a cent ans

- Août 1920 : le deuxième congrès de l'Internationale communiste 8

Dans les entreprises

- SNCF : Macron qui s'en dédit 9
- Derichebourg - Toulouse : chantage et mensonge patronaux 9
- Hop ! Air France sabre dans les effectifs 9
- SBM Offshore - Monaco : des licenciements scandaleux 9
- Gare de Lyon-Part-Dieu : mobilisation réussie des agents de sécurité 10
- Iveco Bus - Annonay : le thermomètre de la colère 10
- Cooperl - Lamballe : un chantage inadmissible 10
- Santé : le fléau du "présentisme" 10
- ArcelorMittal - Dunkerque : ça repart avec moins de travailleurs 11
- Accor : tout pour les profits 11
- Biélorussie : un pouvoir de plus en plus contesté 12

Agenda

- Fêtes de Lutte ouvrière 3
- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Au Liban comme partout, à bas ce système qui fait passer le profit avant la vie !

Depuis samedi 8 août, des milliers de manifestants se retrouvent chaque jour dans le centre-ville de Beyrouth pour réclamer « la démission ou la potence » pour les dirigeants du pays. Leur détermination a conduit à la démission du gouvernement, annoncée le lundi soir.

La classe politique corrompue, qui s'enrichit en pillant toute la société, avait déjà provoqué des manifestations et la haine de la population. Une haine décuplée par l'explosion meurtrière qui s'est produite le 4 août, ravageant la ville et faisant sans doute près de 200 morts et des milliers de blessés.

Le mépris de la vie de la population n'est pas seulement le fait de ce régime politique corrompu et clientéliste. L'irresponsabilité envers les populations, envers les intérêts généraux de la société, et même envers la planète, est une loi générale du capitalisme, où seuls comptent la marge de bénéfices, les profits attendus et l'augmentation des dividendes.

Dans les pays pauvres dominés par l'impérialisme, les effets de la course au profit sont encore plus crus et plus violents. Quand une catastrophe se produit dans une société encore plus dépourvue de moyens, les retombées sont souvent meurtrières.

Mais qui n'a pas pensé, à l'annonce de l'explosion dans le port de Beyrouth, à la catastrophe de l'usine d'AZF à Toulouse ? En 2001, c'est l'explosion du même produit chimique qui avait dévasté tout un quartier de la ville, faisant 31 morts et 2000 blessés.

Cela se passait en France, dans un pays aux institutions dites démocratiques, bardé d'organismes et de normes censés contrôler la sécurité, la protection de l'environnement et des populations. Mais tout cela fonctionne dans la limite bien comprise des intérêts capitalistes.

À Toulouse, ce qui est passé avant la vie des travailleurs de l'usine et des habitants du quartier, ce sont les profits du groupe Total, propriétaire de l'usine d'AZF. Et, récemment, des scandales sanitaires comme celui de la Dépakine ou du Mediator ont encore montré que, même dans un pays riche, à l'administration et à l'appareil d'État puissants, les capitalistes peuvent mettre des milliers de vies en danger pour leurs profits, sans risquer grand-chose.

Quand Macron promet de reconstruire le Liban, c'est aux intérêts de la bourgeoisie qu'il

pense. Et ce n'est pas nouveau. Ancienne puissance coloniale, la France a imposé son protectorat il y a un siècle, présidant à la création du pays et à la mise en place du système politique confessionnel, qui favorise le clientélisme. Il faut tout le cynisme d'un Macron pour prétendre comprendre le dégoût du peuple libanais pour ce système politique, créé et protégé par l'impérialisme français lui-même.

Aujourd'hui, les riches pays impérialistes, France en tête, promettent d'intervenir pour aider le peuple libanais frappé par la catastrophe. Mais les aides de Macron n'aideront pas plus les classes populaires du Liban que les milliards du plan de relance de l'économie n'aident, ici, les travailleurs confrontés aux licenciements et à l'aggravation de l'exploitation !

Ceux que la présence française « aide », ce sont d'abord les intérêts de l'impérialisme français, ceux des entreprises, grandes et petites, qui interviennent au Liban « comme à la maison », pour reprendre les propos d'un promoteur immobilier. Les entreprises françaises peuvent compter sur l'appui des grandes familles bourgeoises libanaises, dont les intérêts sont mêlés aux leurs, et sur le soutien des dirigeants politiques, qui se confondent souvent avec tel ou tel clan bourgeois. Ainsi de la famille Hariri, capitalistes du bâtiment, qui possède la moitié de Beyrouth. Ils sont aussi ministres de père en fils et si liés à l'impérialisme français qu'ils n'avaient pas hésité à prêter leur luxueux pied-à-terre parisien - 400 mètres carrés dans l'arrondissement le plus cher du centre-ville - à leur ami Jacques Chirac pour ses vieux jours.

Alors les classes populaires du Liban, précipitées dans la misère par la crise économique et victimes du drame de cette explosion meurtrière, ont raison de se révolter. Mais, pour changer véritablement la société, pour imposer que le droit à la vie passe avant les profits, ce n'est pas seulement tel ou tel gouvernement, plus ou moins pourri, qu'il faut viser. Car tous sont là pour protéger les intérêts capitalistes.

C'est à ce système capitaliste qu'il faut s'en prendre, en mettant l'économie sous le contrôle direct des travailleurs. Faute de quoi, les acteurs de la comédie politique changeront peut-être, mais le scénario de misère et de mort pour les exploités, au Liban comme ailleurs, restera le même.



Beyrouth, le 8 août.

THAÏER AL-SUDANI REUTERS

Beyrouth : arrogance coloniale de Macron

Jeudi 6 août, deux jours après l'explosion meurtrière à Beyrouth, Emmanuel Macron s'est précipité sur les lieux de l'accident et a distribué ses bons conseils et ses leçons de morale devant les caméras.

« J'attends des autorités libanaises des réponses claires sur leurs engagements : l'État de droit, la transparence, la liberté, la démocratie, les réformes indispensables », a déclaré Macron, tout en évoquant la « refondation d'un

ordre politique nouveau. » Non seulement Macron fait preuve de son arrogance habituelle devant un peuple éprouvé, et qui ne lui a pas demandé de venir, mais il en profite pour exonérer l'État français de toute

responsabilité dans la crise politique et financière que connaît le Liban.

C'est pourtant l'impérialisme français qui a créé de toutes pièces, il y a cent ans, le Liban et a mis en place le système confessionnel, en s'appuyant sur la minorité chrétienne pour maintenir son hégémonie. De Mitterrand à Macron, en passant par Chirac, tous les gouvernements ont eu des liens privilégiés avec les familles de la bourgeoisie libanaise qui se partagent le pays. C'est Mitterrand qui a protégé le président actuel Michel Aoun en organisant son exil en France en 1990. C'est Chirac qui a entretenu des liens privilégiés avec le clan Hariri, auquel appartient Saad Hariri, ancien président du Conseil contraint de démissionner sous la pression de la rue en janvier 2020. Chirac a été ainsi hébergé pendant



Macron joue les stars à Beyrouth.

huit des dernières années de sa vie dans un grand appartement parisien de la famille Hariri, la corruption de ces familles dirigeantes important peu aux gouvernements successifs français.

Les banques françaises ont largement profité du système libanais qui conduit aujourd'hui le pays à la faillite. La prospérité illusoire du Liban reposait sur un gigantesque endettement. Les banques françaises, comme la Société générale ou le Crédit agricole, ont prêté de l'argent, comptant sur les taux appétissants de 6% à 7%. Les dirigeants de ces banques savaient pertinemment que

l'État libanais continuait d'emprunter pour régler les intérêts de la dette et qu'à terme il serait insolvable, mais qu'importe, tant que l'argent rentrait.

Aujourd'hui, hors caméra, Macron et les banques somment l'État libanais de mettre en place un plan d'austérité drastique et conditionnent un nouveau prêt du FMI à ce plan. Bien plus que les embrassades hypocrites et les déclarations d'amour au Liban de Macron, c'est cela qui traduit les véritables intentions de l'impérialisme français à l'égard du peuple libanais.

Aline Urbain

L'aide française...

Après la double explosion, les affrontements lors des manifestations ont fait des dizaines de blessés, et même un mort parmi la police. Sur les réseaux sociaux les manifestants exhibent les douilles des grenades lacrymogènes qui montrent qu'elles sont fabriquées en France par la société

Alsetex, qui fournit aussi la police française.

L'argent promis par Macron n'est pas encore arrivé à Beyrouth, mais le savoir-faire français, lui, est déjà sur place sous la forme de grenades, lance-grenades ou blindés légers.

K. B.

Masques : obligatoires... alors gratuits!

Depuis le 10 août, le port du masque est devenu obligatoire dans de nombreuses zones urbaines. Mais l'achat de masques représente un coût non négligeable pour les familles populaires. Ainsi, une famille de quatre personnes devra déboursier en moyenne 228 euros par mois, en comptant deux masques à usage unique par jour pour chacun.

Les prix du masque n'échappent pas à l'absurdité des lois du marché capitaliste. Avant la crise sanitaire, un masque jetable valait aux alentours de 5 centimes d'euros. Il vaut aujourd'hui au minimum

dix fois plus. Un trader spécialiste des achats à l'Asie expliquait à la presse qu'au plus fort de l'épidémie le marché du masque était un véritable far-west où chaque jour surgissaient de nouveaux intermédiaires

et autres fonds spéculatifs, précisant : « Plus de huit intermédiaires prélevaient leur marge au passage, 80% du prix du masque servant à rémunérer grossistes et importateurs. »

Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'Industrie, justifie l'impuissance volontaire du gouvernement face à la flambée des prix en expliquant doctement : « Pharmacies et grande distribution ont constitué des stocks

lorsque les prix étaient au plus haut et il faut maintenant écouler la marchandise même si les prix ont depuis baissé sur le marché mondial. » Et d'énoncer comme une loi de la nature le fait qu'« il est interdit de vendre à perte ». Elle prétend également qu'il n'y a pas de « marge indue faite sur la production de masques », se disant fière « d'aider les producteurs français à les écouler ». Et, pour faire baisser les prix, elle propose aux

consommateurs de privilégier les masques lavables, et surtout d'acheter français.

Plutôt que de subventionner ainsi le patronat, l'État devrait se charger de la production massive de masques de qualité, et en organiser la distribution gratuite. Mais, pour que l'État soit mis au service des intérêts de la population, il faudra que les travailleurs le prennent en main.

Christian Chavaux

Fêtes de Lutte ouvrière

En région parisienne, à Presles

Samedi et dimanche 26 et 27 septembre

À Lyon

Samedi 19 et dimanche 20 septembre

À Toulouse

Samedi 26 et dimanche 27 septembre

À Rennes

Samedi 3 octobre

À Montpellier

Dimanche 20 septembre

À Carros

Dimanche 27 septembre



Vive la fête!

Chaque année, Lutte ouvrière organise régulièrement des fêtes qui sont l'occasion pour nos militants, nos sympathisants et tous ceux qui se reconnaissent dans nos idées, de se retrouver dans un cadre fraternel, de débattre entre eux et de se distraire.

Nous voulons continuer à le faire, sans ignorer que l'épidémie actuelle peut nous imposer des conditions contraignantes, car elle ne met pas fin, et de loin, aux problèmes politiques et à la nécessité de défendre les idées révolutionnaires.

La fête de Lutte ouvrière prévue au mois de mai à Presles devrait donc avoir lieu cette année en septembre, s'ajoutant aux fêtes que nous organisons dans les différentes villes à cette période. Tous ces événements sont soumis aux mesures sanitaires qui

s'imposent dans le pays : distanciation physique, gestes barrières, port du masque dans les espaces clos, etc., que nous veillerons à respecter, pour la sécurité de tous les participants. Nos fêtes sont également soumises à autorisation municipale ou préfectorale, et les conditions sanitaires peuvent évoluer. Nous le savons, mais nous ne mettrons pas moins tout en œuvre pour qu'elles puissent avoir lieu, en espérant y retrouver bientôt les lectrices et les lecteurs de Lutte ouvrière, et tous nos amis!

Écoles : protocole allégé à 0 %

Alors que dans de nombreuses villes les maires prennent des arrêtés rendant obligatoire le port du masque dans les rues, le ministère de l'Éducation nationale vient de publier en catimini, le 5 août, un nouveau protocole sanitaire dans les écoles, un protocole pour le moins allégé.

En fait, il ne reste rien des 54 pages très contraignantes du premier protocole. Et, le ridicule ne tuant pas, le nouveau protocole spécifie que la distanciation entre élèves « n'est plus obligatoire lorsqu'elle n'est pas matériellement possible ou qu'elle ne permet pas d'accueillir la totalité des élèves ». Ce qui est le cas de la majorité

des établissements, qui entassent souvent les élèves dans des salles trop petites. En un mot, on fait rentrer tout le monde en classe, l'objectif du gouvernement étant de n'offrir aucune porte de sortie aux parents qui souhaiteraient garder leurs enfants à la maison par crainte de l'épidémie.

De la même manière, les

échanges de matériels en classe, crayons de couleur, peintures, livres sont de nouveau permis, puisque les écoles n'ont pas les moyens de donner à chaque enfant un matériel personnel. Seule contrainte renforcée : le port du masque, qui est obligatoire à partir de 11 ans et représentera un coût important pour les familles populaires.

Alors que l'épidémie reste active, rien n'est prévu, et surtout pas les effectifs allégés qui exigeraient des créations de postes, comme rien n'est prévu non



Avant comme pendant le Covid, les classes surchargées.

plus pour rattraper le retard causé par deux mois de confinement.

Tous les élèves devraient disposer d'un enseignement digne de ce nom dès la rentrée, sans être mis en

danger du point de vue sanitaire. Ce n'est pas la préoccupation d'un ministre dont le rôle est de faire des économies sur le dos de l'Éducation nationale.

Aline Urbain

Contractuels : recalés sans épreuve orale



Manifestation devant le rectorat de Créteil

Plus de 4 000 enseignants contractuels, admissibles après la partie écrite du concours interne de professeur, ont été privés d'oraux pour cause de Covid et recalés sur dossier. La moitié des candidats admissibles ont ainsi été jugés inaptes à être titularisés, alors qu'ils enseignent déjà depuis au moins trois ans, puisque c'est la condition pour passer ce concours.

Aucun critère n'a été fourni par l'administration et plusieurs membres de jurys de concours ont d'ailleurs préféré en

démissionner plutôt que de choisir arbitrairement entre les candidats.

C'est d'autant plus choquant que, selon les

syndicats enseignants, « il y a une telle pénurie de profs dans toutes les matières que, même en embauchant l'intégralité des candidats internes admissibles, tous les postes ne seraient pas pourvus ». Les professeurs ainsi recalés continueront d'exercer dans les établissements, mais ils continueront aussi d'être précaires et moins bien payés.

30 000 enseignants sont contractuels dans le second degré et leur nombre ne cesse d'augmenter. En Seine-Saint-Denis par exemple, ils représentent 20 % des enseignants. Et, bien loin du discours officiel prétendant vouloir susciter les vocations, le gouvernement entend au contraire maintenir sous le coude une fraction importante d'enseignants précarisés, sous-payés et déplaçables à sa guise.

Christian Bernac

Île de Ré : la misère côtoie l'opulence

L'île de Ré est connue comme lieu de villégiature bourgeois, avec ses résidences cossues des Portes-en-Ré entourées de plages de sable blanc, d'un terrain de golf et d'une réserve naturelle. Mais, parmi les 18 000 habitants de l'île, qui sont dix fois plus l'été, il y a aussi de nombreux travailleurs, qui subissent de plein fouet les conséquences de la crise.

Ainsi le Secours populaire, qui a ouvert une antenne mobile sur l'île au début du confinement, y a vu affluer jusqu'à 160 familles, dont certaines personnes qui vivent avec la moitié d'un RSA et ne mangent qu'une fois par jour. Les prix alimentaires sur l'île sont d'ailleurs tirés vers le haut par la présence de consommateurs

fortunés.

Ces habitants doivent bien payer le loyer de leur HLM sur l'île, ou de leur petit terrain qui héberge une cabane de chasse ou une caravane délabrée, jouxtant de somptueuses villas ou longères. Mais pour cela beaucoup, en particulier des femmes, dépendent des petits bouquets fournis par leurs

riches voisins : gardiennage de résidences secondaires, repassage, heures de ménage. Avec la crainte du coronavirus, ces dernières tâches se font plus rares. Parmi les demandeurs d'aide alimentaire cités par le Secours populaire se trouve même une commerçante, autrefois aisée, aujourd'hui en difficulté. Les bénévoles de l'association eux-mêmes sont des travailleurs qui ont du mal à s'en sortir du fait du chômage partiel.

Pour tous ces habitants de l'île de Ré, celle-ci n'est pas un îlot paradisiaque hors du monde en crise!

David Louvois

Natation : enseignement négligé

Durant les mois de juin et juillet, on a compté 197 décès par noyade. C'est environ cinquante de moins que pour la même période de 2019 sans doute en partie en raison du confinement, mais en augmentation en juillet. Rien que dans les eaux d'Île-de-France, quinze personnes ont trouvé la mort.

La base de loisirs, le plan d'eau ou la rivière, qu'on soit aux abords d'une grande ville ou en campagne, représentent souvent la sortie détente pour beaucoup de familles et de jeunes au budget trop serré pour s'offrir des vacances. Or ces espaces de loisir ne sont pas, ou pas suffisamment, équipés et surveillés.

Construire une piscine, aménager un site pour la baignade, cela coûte cher, trop cher pour certaines municipalités. De même disposer de maîtres-nageurs en nombre suffisant nécessite un budget pour leur formation et leur embauche. En 2019, il en manquait 5 000, selon la Fédération des maîtres-nageurs.

Enfin, trop d'enfants n'ont pas vraiment appris à nager, alors que le risque de noyade concerne en particulier les enfants et les jeunes de moins de 25 ans. En avril 2019, Roxana Maracineanu, la ministre des Sports, déplorait qu'un élève sur deux ne sache pas

nager à la fin de l'école primaire. Mais, même en fin de sixième, tous n'en sont pas capables, alors que cela fait partie du programme officiel. Les séances obligatoires se heurtent souvent au casse-tête des emplois du temps : comment partager entre les établissements scolaires les créneaux horaires des piscines trop peu nombreuses, en particulier dans les banlieues défavorisées? Comment faire quand on habite une petite ville sans équipement?

Quant au projet de donner aux enfants, dès quatre ans, une aisance aquatique, comme le souhaitait la ministre des Sports, il ne risque pas de voir le jour, vu les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Pourtant, savoir nager est indispensable et même vital, et les organismes d'éducation devraient avoir les moyens d'assurer cette formation, gratuitement, dès le plus jeune âge.

Sylvie Maréchal



Police : bavures en série

Deux bavures, parmi bien d'autres, illustrent la difficulté pour les victimes de mettre en cause des policiers auteurs de violences.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, excité par la répression d'échauffourées avec des jeunes à Bonneuil-sur-Marne, en région parisienne, un policier a violemment agressé dans un hall d'immeuble un jeune de 18 ans qui se rendait chez un ami.

Ce policier lui a cassé le bras d'un coup de matraque, avant de lui menotter les mains dans le dos sans égard pour sa blessure. Amené au commissariat avant d'être conduit à l'hôpital, le jeune a dû aussi se faire recoudre

l'arcade sourcilière, en plus d'hématomes divers. À l'issue de cette rencontre nocturne avec la police, il s'est vu prescrire 90 jours d'interruption temporaire de travail. Suivant une tactique policière habituelle pour se couvrir en cas de bavure, le policier a porté plainte contre le jeune homme pour «violences et rébellion»...

Une mésaventure similaire est arrivée il y a un an à une parisienne de 43 ans. Elle avait appelé la police pour secourir une femme agressée et avait aidé sans

attendre la victime qui se faisait rouer de coups par trois individus. Mais quand la BAC est arrivée, c'est cette témoin qui a été étranglée par un policier et a dû se défendre.

C'est aussi elle qui a été traînée au tribunal pour «violences volontaires sur personne dépositaire de l'autorité publique». Elle a finalement été relaxée il y a deux mois, une vidéo mettant en évidence les mensonges des policiers. Quant à ses plaintes contre les policiers pour faux témoignage, elles ont été classées sans suite par deux fois.

Ces deux victimes, en butte à une justice qui se



Victime de la violence policière.

refuse à poursuivre des policiers violents, ont fait connaître leur affaire dans la presse. Et c'est aussi en rendant l'affaire publique et en mobilisant le plus largement possible que la famille d'Adama Traoré a pu faire avancer son combat pour la vérité sur sa mort.

Dans leurs discours

publics, les gouvernants regrettent le manque de confiance de la population dans la police. Mais, en réalité, tout leur système, de la hiérarchie policière à la justice en passant par le gouvernement, s'efforce de protéger la police, pas la population.

Lucien Déroit

Prisons : encore surpeuplées

Avec la crise du Covid-19, le ministère de la Justice était tout fier d'annoncer un taux d'occupation des prisons sous la barre symbolique des 100%. Mais, dans le détail, la situation est bien moins reluisante.



Les cellules de prison surpeuplées.

Sous la pression de plusieurs mutineries, provoquées par les conditions de vie indignes et la suppression des parloirs, le ministère de la Justice avait donné consigne aux juges d'application des peines de vider un peu les prisons. Par exemple la prison centrale de Fleury-Mérogis comptait

au 1^{er} juillet 2 761 détenus, soit un taux de 93,7% d'occupation, alors que, durant ces deux dernières années, la barre des 4 000 détenus avait été plusieurs fois dépassée. Mais à Nîmes, par exemple, la situation est moins reluisante, avec 365 détenus pour 200 places, tout comme à Carcassonne,

où le taux d'occupation atteint 208%. La situation est tellement catastrophique que l'administration pénitentiaire utilise le nombre de matelas au sol dans les cellules comme moyen de mesure. D'ailleurs, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France en 2020 pour «traitements inhumains et dégradants».

Le cabinet du nouveau ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, affirme que «la disparition des matelas au sol est un objectif»: dans un pays riche comme la France, quelle ambition! La situation faite aux prisonniers juge cette société. Indulgente envers des délinquants comme Balkany, trop malade pour rester en prison mais assez en forme pour se trémousser devant les caméras au bal du 14-Juillet, elle est dure au commun des détenus, moins bien entourés et moins riches, entassés comme du bétail dans des bâtiments insalubres.

Kevin Burger

Covid : lourde facture pour les malades

Contrairement à une opération chirurgicale, l'hospitalisation pour Covid-19 ne permet pas de bénéficier d'une prise en charge à 100%. Pour ceux qui n'ont pas de mutuelle, le reste à charge s'élève en moyenne à 1 500 euros.

Ce sont bien sûr les plus pauvres, les précaires, les chômeurs, qui sont touchés par ces factures élevées. Un séjour en réanimation peut coûter 3 000 euros par jour, dont 20% de ticket modérateur à la charge du patient.

Pierre-Emmanuel Lecerf, directeur général adjoint de l'Assistance

publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), se désolait, début août, de la perte de 70 millions d'euros que représentent les factures non acquittées par des patients trop pauvres. L'AP-HP avait effectivement renoncé à exiger le paiement, après le scandale provoqué par la facture de 7 036 euros

présentée à la veuve d'un patient Covid qui touchait 560 euros de retraite.

La santé devrait être gratuite, mais tous les gouvernements font des économies sur la Sécurité sociale pour continuer à faire des cadeaux au grand patronat, et l'hôpital est devenu l'objet d'investissements et de spéculations du secteur financier. C'est cette logique capitaliste qui asphyxie l'hôpital, comme tous les services d'utilité publique.

K.B.

Capitalisme : destructeur massif d'emplois

D'après les chiffres provisoires de l'Insee parus début août, 179 165 postes de travail ont été détruits au deuxième trimestre, et 616 900 emplois ont été supprimés depuis le début de l'année.

D'après le journal *Le Figaro*: «Pour bien mesurer l'ampleur du tsunami actuel sur l'ensemble de l'économie, le recul enregistré sur les seuls six premiers mois de 2020 (616 900 postes dans le privé) est équivalent à la saignée observée... sur trois ans entre 1991 et 1993.» Sauf que ce tsunami n'est pas le résultat d'une catastrophe naturelle, ni même le produit de la seule épidémie. C'est le produit de la guerre de classe que la bourgeoisie mène pour faire payer la crise aux travailleurs, et qui ne fait que débiter.

L'Insee anticipe la destruction de 900 000 postes sur l'ensemble de l'année: licenciements, fins de contrats d'intérim et de CDD, chantage aux ruptures conventionnelles. Les capitalistes aux commandes de l'économie considèrent les travailleurs comme la principale variable d'ajustement pour maintenir, voire augmenter, leurs profits.

Pour stopper cette hémorragie, pour sauver leur peau, les travailleurs devront affronter la bourgeoisie, prendre sur les profits pour maintenir les emplois.

Christian Chavaux



Liban : la démission du gouvernement ne calmera pas la colère

Le Premier ministre libanais, Hassane Diab, a dû annoncer lundi 10 août la démission de son gouvernement. Il n'avait guère d'autre issue devant la colère populaire qui s'amplifie et se traduit par des manifestations incessantes contre les dirigeants politiques, tenus pour responsables de l'explosion meurtrière qui a dévasté Beyrouth le 4 août.

Les 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium qui ont explosé étaient stockées depuis plus de six ans, sans mesures de sécurité particulières, dans la zone du port, à proximité des habitations. Les responsables qui se sont succédé depuis six ans au sein de l'appareil d'État avaient négligé les multiples alertes lancées par les employés et les responsables du terrain sur le danger de ce stockage.

La démission du gouvernement est loin de mettre fin à une contestation qui dure en fait depuis octobre 2019. Avec le slogan « *Pendez les tous !* », elle a repris de la vigueur suite à cette catastrophe qui, avec son lot de victimes et de destructions, marque le sommet de l'incurie du système politique en place : un système dans lequel les couches dominantes, qui se présentent comme les garantes des intérêts de telle ou telle communauté religieuse, se disputent, voire se partagent le pouvoir en fonction des critères confessionnels. Tout en distribuant quelques miettes à leurs clientèles, ces différentes fractions de la bourgeoisie

pillent les caisses de l'État pour compléter ce qu'elles prélèvent par l'exploitation directe des travailleurs.

Ce n'est certes pas l'aide des puissances impérialistes, comme celle que Macron a promise lors du bain de foule qu'il s'est offert à Beyrouth deux jours après l'explosion, qui aidera les couches populaires libanaises à sortir de cette situation. Le système politique ne fait pas que garantir les postes des politiciens en place, il pérennise la situation du Liban comme État semi-colonial qui est un point d'appui pour les différentes puissances mondiales et régionales voulant être présentes dans la région et en récupérer les ressources.

Pendant longtemps, le système de secret bancaire renforcé mis en place dans les années 1950, dans ce pays surnommé « la Suisse du Moyen-Orient », avait offert un abri sûr aux capitaux accumulés grâce à l'exploitation des travailleurs de la région. Après la guerre civile des années 1975-1990, c'est le taux de rétribution faramineux offert par la banque centrale du Liban à



« *Révolution !* » proclame ce poing, le 8 août à Beyrouth.

ses prêteurs qui a fait le bonheur des investisseurs libanais et étrangers. La population en paie les conséquences aujourd'hui, elle à qui on présente depuis quelques mois la note de la dette de l'État libanais devenu insolvable. Les classes dominantes, elles, ont pu transférer à l'étranger les milliards d'euros qu'elles ont accumulés, bénéficiant de la pleine collaboration des banques mondiales. Le résultat a été l'écroulement de la valeur de la monnaie libanaise et l'appauvrissement brutal de la majorité de la population.

Le système en place s'est révélé tellement précieux pour les puissances impérialistes qu'on ne peut rien en attendre d'autre, lorsqu'elles parlent d'une nécessaire réforme du système politique, que la caution à un ravalement de façade. La guerre civile de 1975-1990, avec

ses centaines de milliers de morts et ses destructions sans nombre, ne s'était pas terminée autrement.

253 millions d'euros d'aides ont été annoncés par la Conférence internationale de soutien et d'appui à Beyrouth et au peuple libanais organisée par Macron, qui à l'en croire seraient destinés directement à la population libanaise. On peut imaginer que la plus grande partie finira dans la poche des entreprises du BTP, si même elle est finalement versée. Cette somme restera en tout cas bien dérisoire comparée aux 2,3 milliards d'euros que l'Arabie saoudite a offerts en 2014 à l'armée libanaise pour s'équiper de matériel militaire auprès de la France. L'envoi de l'armée, ces derniers jours, pour soutenir la police dans la répression des manifestants, a montré à quoi pouvait servir ce beau

matériel, dans un pays où les autres services publics sont dépourvus de tout.

C'est encore moins un quelconque gouvernement de technocrates, comme certains courants dits de la société civile le réclament, qui pourra garantir les intérêts des travailleurs. Un tel gouvernement sera bien plus attentif aux intérêts des puissances impérialistes et de leurs banques, qui exigeront que la dette du pays soit payée, même si cela plonge la population dans la misère.

La population pauvre et les travailleurs du Liban ne pourront compter que sur leurs propres forces et sur la solidarité des travailleurs des pays de la région et du monde, pour reprendre l'argent qui leur a été volé, imposer leur contrôle sur l'économie et la mettre vraiment à leur service.

Marwan Karim

Niger : une sale guerre et ses victimes

Le 9 août, huit personnes, dont six jeunes français engagés dans l'action humanitaire, ont été tués lors d'une attaque terroriste à une heure de route de Niamey, la capitale du Niger. Ce sont malheureusement les victimes collatérales de l'intervention militaire française au Sahel.

Depuis sept ans, au cours des opérations Serval puis Barkhane, l'armée française a relancé sa présence dans cette vaste région d'Afrique colonisée par la France au 19^e siècle. Un peu plus de 5 000 soldats français y mènent la guerre contre des groupes armés, dans une zone aussi vaste que l'Europe, répartie sur cinq pays, dont le Niger.

C'est la zone d'influence de la bourgeoisie française que l'armée protège là-bas, et non les populations, qui sont tout autant victimes des exactions des islamistes que des

forces armées des dictateurs aux ordres de Paris.

Ces pays sont formellement indépendants depuis une soixantaine d'années. En réalité, leurs États et leurs gouvernements sont sous l'influence et la surveillance de l'impérialisme français, qui s'arroge le droit d'y intervenir régulièrement. Soutenant des dictatures qui oppriment les populations placées sous leur autorité, l'armée française est à la fois crainte et haïe. La misère, toujours plus profonde, s'y ajoute pour fournir de nouvelles recrues aux groupes djihadistes.

Confronté à l'évidence que l'intervention française n'a pas fait reculer le terrorisme, l'entourage de Macron a indiqué à la presse que « *l'action militaire n'est pas suffisante, il faut aussi des avancées politiques sur le plan du développement, et c'est ce qui prend du temps* ». Mais l'impérialisme français n'a jamais développé la région ! C'est au contraire l'une des plus pauvres, sur le continent le plus pauvre. Et cela précisément parce que l'Afrique a été et demeure pillée par les différentes puissances impérialistes.

Suite à l'assassinat des humanitaires français, l'Élysée pose la question du « *renforcement des mesures de sécurité* », donc de l'envoi de nouveaux soldats qui ne feront qu'intensifier la guerre au nom de la protection des intérêts de la France, c'est-à-dire

de ses capitalistes.

Le régime nigérien est présidé par Mahamadou Issoufou, ancien cadre d'Areva, l'actuel Orano, dont il a les intérêts à cœur, tout autant que les troupes françaises qui stationnent près des mines d'uranium possédées par la multinationale française.

Les achats d'armes de l'armée nigérienne ont récemment fait l'actualité, au cœur du détournement de 116 millions d'euros qualifié de plus gros scandale politico-financier de l'histoire du pays par le magazine *Jeune Afrique*.

Ni l'État nigérien ni l'impérialisme français ne se soucient du sort des populations confrontées aux exactions des bandes armées djihadistes, que leur politique contribue à créer.

Lucien Déroit



OLIVIER FOURT

Iran: flambée de colère ouvrière

Début août, en Iran, des milliers de travailleurs ont déclenché des grèves dans l'industrie pétrolière, gazière et pétrochimique. Les 8 et 9 août ont vu une nouvelle flambée de colère ouvrière.

Peu auparavant, en juillet, un ouvrier de la pétrochimie avait succombé à un coup de chaleur à Mahshahr, dans le sud-ouest du pays, après avoir dû travailler à une température avoisinant 50°. En juin, c'était un autre travailleur, dans le champ pétrolifère de Yadavaran Hoveyze, qui se suicidait en protestation contre des arriérés de salaire impayés. Depuis, comme en témoignent des rapports et des vidéos publiés sur les réseaux sociaux et par des organisations d'opposants au régime iranien, la grève s'est propagée, contre les salaires et les primes non versés, les payes de misère, mais aussi contre les conditions de travail et de vie de plus en plus désastreuses, qui plus est dans un contexte de températures étouffantes.

Le mouvement gréviste s'est étendu aux raffineries liées aux gisements gaziers de South Pars, dans le golfe Persique, où environ 10 000 ouvriers ont cessé le travail.

Selon un rapport du syndicat IndustriAll, « les grévistes sont des constructeurs, des électriciens, des soudeurs, des tuyauteurs et d'autres ouvriers qualifiés, employés par des agences de placement et des recruteurs de travailleurs au noir dans des projets industriels menés dans le plus grand gisement de gaz naturel au monde. Ils travaillent par cycles de quarts de 20 jours, suivis de dix jours de congé, et sont logés dans des dortoirs situés à proximité de leur lieu de travail pendant les jours travaillés. »

La grève a ensuite gagné la raffinerie d'Ispahan, quatre autres raffineries, puis le complexe pétrochimique de Lamerd. Les retards de paiement des salaires sont récurrents, et des grèves se sont produites au cours des mois précédents, la répression s'abattant sur les travailleurs considérés comme les meneurs. Les arrêts de travail ont aussi repris, un mois et demi durant, dans l'immense



Travailleurs de la pétrochimie en grève le 4 août.

complexe agro-industriel que constitue la sucrerie de Haft Tappeh, dans la province du Khuzestan. Une longue grève pour les salaires et les conditions de travail s'y était déroulée en novembre 2018, donnant lieu à des dizaines d'arrestations, dont celles de militants ouvriers. Plusieurs d'entre eux furent condamnés à des peines de prison, parfois avec sursis, et à la flagellation, sans sursis. Parmi eux, un militant syndical, Ismaïl Bakhshi, emprisonné et torturé en janvier 2019, fut condamné à l'automne suivant à 14 ans de prison et 74 coups de fouet.

L'aggravation de la situation économique pour la

majeure partie des 80 millions d'habitants, sur lesquels pesaient déjà les conséquences de l'embargo dont le pouvoir américain a pris l'initiative, s'est accélérée avec la pression maximale exercée par l'entourage de Trump depuis son retrait unilatéral de l'accord sur le nucléaire iranien, étranglant de plus en plus la population. En novembre dernier, la hausse des prix du carburant à la pompe suite à une taxe supplémentaire avait déclenché d'amples manifestations, réprimées dans le sang. La nouvelle menace, l'épidémie de coronavirus, déclarée par les autorités en février dernier, a fait jusqu'à présent

près de 19 000 morts officiellement, trois fois plus selon un haut fonctionnaire.

Il semble néanmoins que, dans un contexte de négociations d'accords avec la Chine, les dirigeants iraniens tentent de ne pas envenimer le mécontentement des travailleurs des grandes industries, en donnant ponctuellement satisfaction à une partie des revendications, tout en continuant de réprimer les militants ouvriers et les opposants. La classe ouvrière, femmes et hommes, n'en continue pas moins à contester courageusement la dictature que le régime lui impose.

Viviane Lafont

Île Maurice: sans moyens face à la marée noire

Dans l'océan Indien, des habitants de l'île Maurice tentent d'endiguer avec des moyens de fortune la marée noire sortie des soutes du *Wakashio*, un cargo échoué sur la barrière de corail de leur île. Au risque de leur santé, ils ramassent le sable souillé de pétrole, littéralement à la main, fabriquent des barrages avec du chanvre, des résidus végétaux, voire des cheveux.

Deux semaines après le naufrage, l'armateur du navire, la puissante compagnie japonaise Mol, s'est contenté de publier une déclaration dans laquelle il invoque le mauvais temps, s'excuse auprès des populations et promet de prendre ses responsabilités. Les autorités mauriciennes et internationales, quant à elles, semblent avoir attendu jusqu'au 5 août, quand la coque du navire échoué depuis le 25 juillet a commencé à s'ouvrir, pour se demander quoi faire.

On ne sait pas aujourd'hui pourquoi le *Wakashio* s'est écarté de sa route, n'a pas répondu aux messages radio des autorités mauriciennes et a fini par s'échouer sur un récif connu et cartographié depuis des siècles. Mais on sait que les armateurs réduisent les équipages pour faire des économies et, surtout, que des centaines de milliers de marins sont actuellement au bout du rouleau. Sans relèvement à cause de la pandémie, ils

sont en mer depuis des mois, voire plus d'un an. L'armateur n'a rien dit pour l'instant sur l'état de l'équipage, si ce n'est qu'il est sain et sauf.

Le *Wakashio* est l'un des 35 000 cargos qui passent par Maurice chaque année, reliant les ports d'Asie à l'Afrique du Sud, au Brésil et même à l'Europe, pour qui veut économiser le coût du passage à Suez. Le développement industriel de la Chine, important des matières premières et exportant des produits finis ou semi-finis, a multiplié le nombre de cargos passant au large de l'île Maurice. Les autorités mauriciennes ont voulu en profiter en agrandissant leur port et en transformant toute l'île en zone franche. Port-Louis, capitale et grand port industriel de l'île, est ainsi devenu le principal port de transbordement de la région, des centaines de milliers de conteneurs y transitent chaque année. Le port sert également d'escale

d'approvisionnement en carburant pour les cargos. Mais, malgré ce trafic intense, malgré ces centaines d'énormes navires passant aux abords de la barrière de corail, entrant, sortant, attendant, Port-Louis ne dispose pas d'un remorqueur de haute mer capable d'aller secourir un gros cargo.

Au moment même où le

fuel s'écoule des soutes du *Wakashio*, les négociations ont repris en Europe pour équiper la Manche, la mer la plus fréquentée du monde, en remorqueurs. Eh bien, alors que de l'aveu même des autorités maritimes les moyens actuels sont insuffisants, les États riverains vont encore les réduire, prenant sciemment le risque qu'une simple

avarie à bord d'un navire géant se transforme en catastrophe, faute de moyens de sauvetage adéquats.

Le fait que cela se soit déjà produit à de nombreuses reprises et que cela se produise encore une fois sous leurs yeux n'est visiblement pas de nature à les faire changer d'avis.

Paul Galois



La population combat la marée noire avec les moyens du bord.

Août 1920 : le deuxième congrès de l'Internationale communiste

Il y a cent ans, le 7 août 1920, le deuxième congrès de l'Internationale communiste s'achevait à Moscou, à un moment où la vague révolutionnaire née en 1917 était à son sommet. Partie des tranchées, de la Somme à l'Ukraine, et des usines, de Berlin à Petrograd, elle avait porté le prolétariat russe au pouvoir en octobre de la même année, déclenché la révolution en Allemagne et en Autriche en novembre 1918, porté brièvement les travailleurs au pouvoir en Bavière et en Hongrie en 1919.

En 1920, alors que l'État ouvrier en Russie avait déjà résisté à trois ans de guerre civile et d'interventions étrangères, la classe ouvrière italienne se lançait dans les occupations d'usines, en Allemagne les travailleurs mettaient en échec un putsch militaire. La guerre de 1914-1918 et les souffrances qu'elle avait fait subir aux peuples avait été la source d'une montée révolutionnaire générale.

En conclusion de son rapport sur « la situation mondiale et les tâches principales de l'Internationale », le premier à l'ordre du jour du congrès, Lénine affirmait : « Si nous nous organisons en une armée unie, rien ne pourra nous empêcher d'accomplir notre tâche, la création d'une république soviétique mondiale. » Il s'agissait pour le congrès de préciser les bases politiques d'une telle armée et de préparer la création dans chaque pays d'un parti communiste, section de l'Internationale.

L'écho mondial de la Révolution russe

La révolution d'Octobre et l'instauration d'un pouvoir ouvrier en Russie avaient rallié bien des travailleurs

révolutionnaires dans le monde à la cause des bolcheviks. Nombre d'organisations avaient approuvé la proclamation de l'Internationale communiste en mars 1919. Des partis sortis de l'Internationale socialiste, des syndicats ou des minorités dans ces organisations, des groupes nouveaux surgis de la lutte de classe, soutenaient la Révolution russe et l'Internationale qui en était issue. Tous étaient conviés à envoyer des délégués au congrès afin d'adopter un programme réellement communiste et de s'engager dans la construction d'un parti mondial capable de conduire les travailleurs à la victoire. 217 délégués, venus de 37 pays, firent ainsi le voyage à Moscou, dans des circonstances difficiles vu le blocus de fait imposé à la Russie soviétique par les pays impérialistes.

Une partie de ces militants venaient de partis socialistes cherchant leur voie vers la révolution. Des générations de militants ouvriers avaient, avant 1914, construit les puissants partis réunis dans l'Internationale socialiste. À quelques exceptions près, comme les bolcheviks en Russie et les



Pause des délégués derrière le théâtre Ouristky, le 19 juillet 1920.

spartakistes en Allemagne, leurs dirigeants étaient honteusement passés du côté de l'ordre bourgeois en août 1914, chaque direction socialiste soutenant sa propre bourgeoisie, votant les crédits de guerre et prenant des responsabilités dans les ministères. Puis, la contestation de la guerre et de l'exploitation commençant à se faire jour parmi les travailleurs, certains dirigeants avaient évolué vers le pacifisme et même soutenu, du bout des lèvres, la Révolution russe.

Contre le gauchisme et l'opportunisme

Mais quelle valeur fallait-il donner à ces ralliements tardifs ? Que valait, par exemple, la foi communiste toute neuve d'un Marcel Cachin, envoyé au congrès comme observateur par le Parti socialiste français ? En 1914, Cachin était pour la guerre et avait servi de commis voyageur à l'état-major les années suivantes, envoyé notamment en visite auprès des dirigeants italiens pour les convaincre d'entrer en guerre. Dans tous les partis socialistes, ou fractions de parti, demandant leur adhésion à l'Internationale communiste, il y avait de tels opportunistes, des vieux routiers de la politique parlementaire capables de suivre

l'opinion de leurs électeurs pour garder leurs fauteuils. Pour l'Internationale, il s'agissait de séparer le bon grain, les travailleurs socialistes qui s'orientaient vers la révolution, de l'ivraie, les carriéristes susceptibles de trahir à tout moment.

D'autres délégués représentaient les courants syndicalistes révolutionnaires, c'est-à-dire précisément les militants que le parlementarisme et le réformisme de l'Internationale socialiste avaient conduits à refuser en bloc la lutte pour le pouvoir politique et même la notion de parti. La CNT anarcho-syndicaliste espagnole, les IWW, syndicat révolutionnaire militant des USA, le mouvement des délégués d'ateliers surgi en Angleterre pendant la guerre et le courant syndicaliste révolutionnaire de la CGT française étaient représentés à Moscou. Il restait à les convaincre de la nécessité de se regrouper en partis révolutionnaires centralisés, capables de prendre le pouvoir en s'appuyant sur l'ensemble du prolétariat organisé en soviets et de l'exercer sans faiblir. Lénine et Trotsky ne ménagèrent pas leurs efforts pour gagner au communisme les courants syndicalistes révolutionnaires.

De leur côté, alors qu'éclataient les insurrections ouvrières et les combats armés, les dirigeants des partis socialistes et des syndicats domestiqués prenaient fait et cause pour l'ordre bourgeois. En Allemagne, ils étaient directement responsables de l'écrasement des insurrections de 1919 et de l'assassinat des dirigeants communistes. L'état d'esprit révolutionnaire d'une partie des travailleurs d'un côté, les positions ouvertement contre-révolutionnaires des bonzes socialistes de l'autre, poussaient une fraction des militants à sauter les étapes. Refusant de travailler dans les syndicats existants, de participer aux élections, de « faire des compromis »,

selon leur expression, ils en venaient à ne pas tenir compte de l'état d'esprit de la grande masse du prolétariat. Cette tendance, existant dans tous les pays à des degrés divers, représentait en 1920 près de la moitié des ouvriers communistes allemands et se faisait entendre dans l'Internationale. Lénine avait consacré sa brochure *La maladie infantile du communisme* à combattre, fraternellement mais fermement, de telles idées « gauchistes ». Chaque délégué au congrès en avait reçu un exemplaire, avec les projets de programme et l'ouvrage de Trotsky, *Terrorisme et communisme*, qui était à la fois une réplique aux socialistes de gouvernement et une présentation du pouvoir des soviets.

Pour un parti mondial de la révolution prolétarienne

Le programme politique et les conceptions organisationnelles des communistes, synthétisés dans des textes dont une grande partie furent rédigés par Lénine ou Trotsky, furent approuvés par le congrès. Celui-ci vota aussi les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale qui les résumaient de façon lapidaire et étaient censées écarter les carriéristes aussi bien que les gauchistes. Dans les années suivantes, l'Internationale allait continuer à combattre pour devenir l'instrument nécessaire au prolétariat. Mais cela allait s'avérer de plus en plus difficile dans un contexte de reflux de la vague révolutionnaire. Bientôt allaient émerger en URSS les bureaucraties de Staline, et des carriéristes d'un nouveau genre dans les partis communistes des autres pays.

Un siècle après, la crise d'une économie capitaliste à bout de souffle annonce une période d'affrontements sociaux. La question du parti mondial de la révolution prolétarienne est plus que jamais posée.

Paul Galois



« Célébration du 2^e congrès du Komintern place Ouritsky » à Petrograd. Boris Kustodiev 1921

SNCF : Macron qui s'en dédit

Macron a affiché son amour immodéré du rail, soudainement paré de toutes les vertus. Il a ainsi déclaré : « On va redévelopper le fret ferroviaire massivement. On va redévelopper les trains de nuit, là aussi, on va redévelopper les petites lignes de trains parce que tout ça, ça permet de faire des économies et ça permet de réduire nos émissions. » C'était le 14 juillet et non le 1^{er} avril, car on aurait pu croire à un canular.

Il faut en effet n'avoir de mémoire qu'à très, très court terme pour oublier qu'il a été, depuis qu'il exerce des fonctions publiques, un des artisans de la liquidation du transport par rail des passagers et des marchandises.

En 2015, alors qu'il était ministre de l'Économie, la loi qui portait son nom autorisait le transport par car sur les longues distances, avec comme objectif déclaré de concurrencer les lignes SNCF.

En 2018, le rapport Spinetta, commandé par le gouvernement Macron-Philippe et qui servait de base à la réforme ferroviaire, proposait crûment de supprimer 9 200 kilomètres de petites lignes socio-économiquement non rentables, car cela devait permettre « d'économiser, a minima, 1,2 milliard d'euros par an ». À la SNCF et à l'État peut-être, mais certainement pas aux populations concernées. C'est devant la fronde,

non seulement des cheminots et des usagers, mais aussi d'un certain nombre d'élus locaux, que le gouvernement avait renoncé à mettre en œuvre cette liquidation. Mais la seule décision du gouvernement a été de laisser aux régions la responsabilité du maintien et du financement de la rénovation de lignes, pour certaines dans un état de vétusté spectaculaire.

Concernant les trains de nuit, il ne reste plus aujourd'hui que deux lignes encore en fonctionnement. Depuis 1985, le nombre de gares desservies la nuit a été divisé par dix. Le choix assumé par le gouvernement et la direction de la SNCF était de ne plus remplacer les rames obsolètes, d'imposer des détours et des retards pour mettre en avant



Manifestation en juin 2020 demandant la réouverture du train des primeurs Perpignan-Rungis fermé en 2019 par le gouvernement

la prétendue désaffection pour ces trains.

Enfin le fret ferroviaire a poursuivi sa lente agonie. Il ne représente plus que 9 % du transport de marchandises contre près de 50 % dans les années 1970. Là encore, le refus d'entretenir ou de rénover des rames ou des voies a contribué au transvasement massif du transport de marchandises sur les routes.

Aujourd'hui, les déclarations sur l'environnement

étant rentables électoralement, Macron prône donc l'inverse de ce que lui et ses prédécesseurs ont consciencieusement mis en œuvre. Mais hormis la promesse aux opérateurs de fret, aujourd'hui souvent privés, de prendre en charge une partie de leurs péages, il n'y a aucune mesure concrète, aucune ligne rouverte. Simplement de vagues déclarations d'intention pour... 2022.

Christian Bernac

Derichebourg – Toulouse : chantage et mensonge patronaux

163 travailleurs du site toulousain de Derichebourg Aéronautics Services, sur les 1 583 travailleurs que compte le site, vont être licenciés pour avoir refusé de signer le fameux APC (accord de performance et de compétitivité).



Cet accord, entériné par le syndicat majoritaire Force ouvrière le 12 juin sous prétexte de « sauver » 700 emplois, prévoit une baisse moyenne de 20 % des salaires les plus bas, la suppression de nombreuses

primes, dont le 13^e mois, ainsi que des indemnités de transport et de repas. En juin déjà, les travailleurs mobilisés avaient rebaptisé l'APC « Accord Pour Crever ».

Une travailleuse, ayant refusé ce chantage,

expliquait : « À 1 600 euros [...], il me manquera 300 euros pour faire mes trajets et payer mes factures. On a le choix entre la peste et le choléra. »

Lors de son interview du 14 juillet, Macron avait présenté le plan Derichebourg comme du dialogue social. Mais le dialogue social dont parle Macron est un chantage qui se fait avec un pistolet sur la tempe des salariés.

Pendant des années, ce sous-traitant des géants Airbus et Dassault a affiché un bénéfice se chiffrant en dizaines de millions d'euros. La richesse accumulée par leurs actionnaires depuis des années est largement en mesure de compenser le ralentissement de l'activité. Les travailleurs n'ont à accepter ni baisse de salaires ni suppressions d'emplois.

Christian Chavaux

Hop! : Air France sabre dans les effectifs

Le plan imposé par Air France à sa filiale courts et moyens courriers Hop! prévoit la suppression de la moitié des emplois sur les 2 420 postes en équivalent temps plein.

D'ores et déjà, la fermeture du site d'entretien des jets régionaux de Morlaix, qui emploie 276 salariés, est envisagée. D'autres ateliers, à Lille, sont eux aussi menacés.

La direction d'Air France veut réduire de 40 % ses vols nationaux, dont les comptes plomberaient selon elle les résultats financiers de l'entreprise. Elle parle d'une perte de 200 millions, dont 80 millions sont attribués à Hop!

Mais, mauvais résultats financiers ou non, il n'y a aucune raison que plus de 1 000 travailleurs soient privés d'emplois chez Hop!

Certes, le gouvernement impose de supprimer les liaisons aériennes desservies en moins de deux heures et demie par le TGV. Mais, en compensation, il a versé à Air France sept milliards d'euros. Cela devrait servir à maintenir les postes de travail, à Hop! comme à Air France.

Depuis plusieurs semaines, des salariés de Hop! se mobilisent et manifestent

SBM Offshore – Monaco : des licenciements scandaleux

Le groupe d'origine hollandaise SBM Offshore, spécialisé dans la fourniture de plateformes pétrolières offshore, vient d'annoncer la suppression de 180 postes sur les 1 000 qu'il compte dans ses bureaux à Monaco et d'autres licenciements sont prévus dans le monde.

Pendant le confinement, alors que la direction prétendait se soucier du bien-être de ses collaborateurs et prendre en compte les contraintes familiales de chacun, elle avait immédiatement renvoyé la majeure partie du personnel prestataire externe et mis les embauchés en télétravail. À la fin du confinement, elle s'est félicitée de la forte productivité de ces derniers.

L'État monégasque avait interdit tout licenciement dans la principauté jusqu'au 18 juin. Dès le lendemain, la direction convoquait les délégués du personnel pour leur annoncer un plan social, prétextant un marché du pétrole en crise pour les deux prochaines années. Elle invoquait la nécessité de restructurer pour gagner en compétitivité.

Pourtant, en plein confinement, des

dividendes de 150 millions de dollars ont été versés aux actionnaires, ce qui représente bien plus que deux ans de salaire pour l'ensemble des postes supprimés dans le monde. Et ces dividendes ont doublé en un an et même quintuplé depuis 2016 ! Ces coupes claires dans les effectifs ne visent en réalité qu'à envoyer un signal positif aux actionnaires et à faire monter le cours de l'action.

Ces licenciements en plein été – la loi monégasque permettant d'aller très vite – et dans le contexte de crise, alors que les salariés sont toujours en télétravail ou en congés, sont perçus comme une infamie, d'autant que le personnel a déjà fait les frais de deux plans sociaux en 2015 et 2016. Et qu'il sait pertinemment que l'entreprise n'est pas en crise.

Correspondant LO

pour garder leur emploi. C'est la seule voie possible, surtout s'ils trouvent le chemin d'une lutte commune

avec les autres salariés menacés à Air France et dans toutes ses filiales.

Catherine Olivier

Gare de Lyon-Part-Dieu : mobilisation réussie des agents de sécurité

À la gare de Lyon-Part-Dieu, la sécurité est assurée par une trentaine d'agents du groupe BSL. Avec des journées de 9, 10, 11 heures voire davantage, ils sont payés au smic, les heures supplémentaires étant rarement payées du fait de l'annualisation du temps de travail.

Les tâches des agents de sécurité sont multiples : surveiller l'ensemble de la gare, assister les agents SNCF dans les contrôles avant embarquement dans les TGV, mais surtout renseigner dans toutes les langues des milliers de voyageurs perdus dans cette gare en chantier, qui cherchent leur train ou leur chemin et qui rencontrent de moins en moins d'agents SNCF tant les effectifs ont fondu.

Depuis quelques mois, la colère montait parmi les agents BSL contre leurs difficiles conditions de travail, le sous-effectif chronique, les payes au plus bas, leur local minuscule dans lequel les uns se changeaient pendant que les autres tentaient de manger. Une pétition signée par l'immense majorité des agents, reprenant leurs différentes revendications, a été portée à la direction. Celle-ci a daigné

mettre à leur disposition un local plus grand, mais sans point d'eau ni fenêtre !

Le confinement a renforcé la colère. Les agents de sécurité ont en effet continué à travailler, assurant l'essentiel de la présence humaine dans la gare, sans aucune protection fournie par BSL ou la SNCF. Après plusieurs semaines de discussions, constatant que la pétition ne suffisait pas, une quinzaine d'agents de sécurité se sont mis en grève, le mercredi 5 août, avec le soutien du syndicat CGT, pour réclamer une prime Covid de 1 000 euros.

La grève s'est vue dans la gare, car seuls trois agents



sur onze étaient à leur poste et aucun contrôle avant embarquement sur les départs de TGV n'a pu s'effectuer. Accompagnés de cheminots et de militants de l'union locale CGT, les grévistes ont distribué des tracts devant la gare avant de se rendre à l'agence BSL de Lyon pour porter leurs revendications. La direction locale s'est enfermée dans ses bureaux, a refusé de recevoir une délégation et a envoyé au même moment au délégué syndical

une convocation pour un entretien préalable au licenciement pour... harcèlement envers sa direction !

Celle-ci a donc choisi d'intimider les grévistes en s'attaquant à un délégué. Mais, entre appréhension et colère, ce qui domine est la fierté de s'être mis pour la première fois en grève et la conviction qu'il faudra à nouveau se mobiliser début septembre, en étant plus nombreux.

Correspondant LO

Iveco Bus – Annonay : le thermomètre de la colère



L'usine Iveco d'Annonay, en Ardèche, emploie 1 200 à 1 500 travailleurs qui produisent bus et cars. Chaque année, en période de chaleur, les conditions de travail y deviennent insupportables.

Dans les hangars mal isolés, la température grimpe de plusieurs degrés. Dans les ateliers de peinture et de

soudure c'est encore pire, avec les fours, les postes à souder, les cabines où l'air circule mal, le port des

combinaisons... À l'atelier soudure, il y a bien une prime de chaleur, résultat d'une grève menée il y a plusieurs années. Mais la chaleur est toujours là, et elle met les ouvriers en danger.

Au début de cette année, la direction avait promis des investissements. Mais, l'été approchant, cette promesse a été mise au rebut sous prétexte de Covid et des dépenses liées aux mesures sanitaires. En fait, ces dépenses seront probablement remboursées par l'argent public au nom de la « relance de l'industrie », ce qui permettra au patron de gagner sur tous les tableaux.

De plus, depuis la fin du confinement, la charge de travail a augmenté. De nombreux intérimaires ont été mis à la porte, tandis que les rythmes augmentaient en production. Tenir les cadences en pleine chaleur, en portant un masque, est devenu insupportable. Cerise sur le gâteau, la direction n'a pas versé la prime de chaleur au début de l'été. Il a fallu que les soudeurs réclament pour l'obtenir, augmentée de quelques dizaines d'euros par mois. Tout cela a donné des idées : les travailleurs du secteur peinture, eux, ne la touchaient même pas, et

ils ont débrayé à une trentaine la dernière semaine de juillet, pour réclamer la prime, la climatisation des cabines de peinture et de l'embauche.

Le directeur de l'usine, contraint de venir s'expliquer devant les grévistes, les a accusés de vouloir « couler la boîte » !

Cette déclaration a provoqué la colère des ouvriers, qui lui ont dit leur manière de penser et étaient contents de s'être fait respecter. Rendez-vous est pris à la rentrée pour veiller à ce que les revendications soient satisfaites.

Correspondant LO

Cooperl – Lamballe : un chantage inadmissible

Le 16 juillet dernier, le groupe Cooperl a été condamné par l'Autorité de la concurrence à payer une amende de plus de 35 millions d'euros, pour entente illicite sur le prix du jambon et autres charcuteries avec d'autres groupes du secteur des abattoirs, de la salaison et de la grande distribution.

Depuis, la direction fait feu de tout bois pour tenter de se disculper et repousser le paiement de l'amende.

Elle a d'abord fait appel de la décision de l'Autorité de la concurrence, mais l'appel n'est pas suspensif et la Cooperl comme les autres sociétés du cartel du jambon doivent payer.

Du coup, la direction veut se faire passer pour une victime et cherche par tous les moyens possibles du soutien du côté du personnel politique local pour surseoir au paiement. Mais c'est à l'encontre des salariés qu'elle

exerce la plus grande pression, avec un véritable chantage à l'emploi, menaçant de fermer deux usines et de supprimer de nombreux emplois.

Alors que les salariés ne sont en rien responsables des magouilles de la direction, elle se sert d'eux et de leurs familles et fait planer la menace de perdre de nombreux emplois. Ce n'est pas aux travailleurs de payer la note !

Cette lamentable affaire d'entente sur le prix des marchandises est bien à l'image de cette société. Pour engranger profits et dividendes,

hauts dirigeants et actionnaires sont prêts à s'entendre pour voler les producteurs, exploiter toujours plus les travailleurs et détrousser les consommateurs. Les barons du jambon se sont fait

prendre la main dans le sac comme de vulgaires malfaiteurs, mais ils voudraient encore faire payer les salariés pour leurs combines !

L'avenir dira si les gesticulations des dirigeants

trouvent de l'écho au plus haut niveau de l'État mais, dès à présent, les travailleurs doivent se préparer à se défendre contre tous les tours de cochon de la direction.

Correspondant LO

Santé : le fléau du "présentisme"

Politiciens et patrons ont l'habitude de dénoncer ce qu'ils appellent l'absentéisme des salariés. La réalité est inverse. Une étude de la Dares, le service de statistiques dépendant du ministère du Travail, montre que les salariés se sont rendus à leur travail durant plus d'un jour de maladie sur quatre (27 %). L'organisme baptise donc « présentisme »

le fait d'aller travailler alors qu'on devrait rester à domicile pour cause de maladie.

Sans surprise, ce présentisme frappe les travailleurs les plus précaires et ceux dont les conditions de travail sont les plus difficiles. Ainsi, les salariés en CDD ou intérimaires viennent travailler un jour de maladie sur trois. Il en va de même pour ceux qui

sont soumis à un rythme de travail contraint et surveillé, à une forte intensité de travail ou à des conflits avec leur hiérarchie, bref aux mécanismes au cœur de l'exploitation.

L'allergie au capitalisme ne peut que se développer. En dehors de la suppression de l'agent pathogène nommé profit, il n'y a pas de remède.

Christian Bernac

ArcelorMittal - Dunkerque : ça repart avec moins de travailleurs

Le site ArcelorMittal de Dunkerque est un centre sidérurgique de 4 000 salariés, en comptant la sous-traitance. Il a fonctionné à 50% de ses capacités pendant la période de confinement. Mais si, depuis, l'activité a très largement repris, c'est avec de nombreux travailleurs en moins.

Au début de l'épidémie, la direction de l'usine a beaucoup tardé avant de prendre des mesures sanitaires pour faire face au virus. Rien n'avait été anticipé. Ce n'est qu'à partir du moment où l'industrie automobile et le BTP, ses principaux clients, ont réduit leurs activités, que la direction a ralenti la production de moitié. Cela a conduit à la mise au chômage partiel, avec les baisses de salaire qui vont avec. Les salariés des entreprises sous-traitantes ont été eux aussi mis au chômage

partiel, une grande partie des intérimaires ont perdu leur emploi.

Depuis, la production a repris, mais avec beaucoup moins de travailleurs: le chômage partiel continue, les travailleurs ont été obligés de prendre leurs congés de l'année avant fin septembre, des entreprises sous-traitantes ont perdu des prestations sur le site, les intérimaires n'ont pas été repris.

Résultat, c'est la course. À certains moments, les pontiers de l'Acierie

doivent courir d'un pont à l'autre; les pannes s'accumulent, car les agents de maintenance ne sont plus assez nombreux; des opérateurs de production se retrouvent programmés sur deux outils à la fois; de nombreux travaux d'entretien des installations et du matériel ne sont plus réalisés; certains travaux effectués jusque-là par les ouvriers de la sous-traitance sont maintenant à la charge des travailleurs d'ArcelorMittal.

Ce que la direction a perdu durant le confinement, en ne produisant qu'à 50% des capacités, elle cherche donc à le rattraper en aggravant l'exploitation. Officiellement, elle n'a supprimé aucun emploi. En fait, des



NORD.GOUVER.FR

travailleurs intérimaires et de la sous-traitance n'ont pas été repris. Et au final, ce sont autant de travailleurs qui se retrouvent au chômage.

En plus, tout est bon pour la direction pour récupérer de l'argent: pendant la période de confinement, elle a annoncé la suppression du réseau de bus de l'entreprise sans que rien ne soit prévu pour les chauffeurs qui risquent de perdre leur emploi; le budget de maintenance a encore été divisé par deux, alors que les installations sont déjà dans un sale état; plusieurs entreprises sous-traitantes ne sont plus

payées, ou avec beaucoup de retard.

Dans plusieurs secteurs de l'usine, les travailleurs résistent collectivement à cette aggravation de l'exploitation. Ils se sont mis d'accord pour ne rien faire de plus qu'en temps normal et pour ne surtout pas effectuer le travail des entreprises sous-traitantes et des intérimaires, afin que ces derniers reviennent à l'usine.

Il n'est pas question de laisser les patrons aggraver le chômage, ni de les laisser accroître l'exploitation pour ceux qui ont encore un emploi.

Correspondant LO

Accor: tout pour les profits

Dans une interview aux Échos, Sébastien Bazin, le PDG du groupe hôtelier Accor, expose sa stratégie d'économies sur le dos des travailleurs.

Les chiffres avancés reflètent la violence de la crise de l'hôtellerie: en avril, 90% des hôtels du groupe étaient fermés et le chiffre d'affaires a reculé

de 49%. Cette crise est-elle la cause de ce plan d'économies? Pas du tout répond le PDG: « Nous avons consommé moins de cash » et « nos quatre milliards de

liquidités ont été préservés ». Le groupe est donc loin d'être à l'agonie et son PDG avoue: « Nous avons déjà, avant la crise, l'ambition de revoir notre organisation en profondeur et nous avons profité du fait que nous nous sommes retrouvés quasi à

l'arrêt pour prendre le taureau par les cornes. » Il s'agit donc de faire encore plus de profits en économisant sur la masse salariale, c'est-à-dire de prendre prétexte du Covid-19 pour supprimer des emplois, le groupe parlant de 1 000 travailleurs

concernés par ces initiatives.

Quatre milliards sont donc dans les caisses, aux dires du PDG lui-même: il y aurait là de quoi préserver tous les emplois, et même augmenter les salaires!

K. B.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal..... Ville.....

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Biélorussie : un pouvoir de plus en plus contesté

Comme les précédentes farces pseudo-démocratiques organisées dans ce pays, l'élection présidentielle du dimanche 9 août, en Biélorussie, a abouti à la victoire officielle de Loukachenko, dictateur en place depuis 26 ans, avec 80,08 % des suffrages. Mais la mascarade ne passe plus et a suscité une vague d'indignation.

Face à Loukachenko, la candidate Svetlana Tikhanovskaïa avait remplacé au pied levé son mari, un blogueur en vue critiquant le régime, empêché de se présenter et emprisonné. Elle a cristallisé sur son nom en quelques semaines le rejet du pouvoir, qui constituait le thème unique de sa campagne. Elle a eu un écho non seulement dans les milieux de la petite bourgeoisie aux aspirations libérales et pro-occidentales auxquels elle appartient, ainsi que d'autres candidates qui l'encadraient, épouses d'un banquier et d'un diplomate, mais semble-t-il aussi dans les classes populaires.

Dès l'annonce des résultats officiels, des rassemblements ont eu lieu, tandis que des sondages de sortie des urnes lui donnaient la victoire avec 72% des voix. L'intervention brutale des forces de l'ordre a déclenché la colère. Jour et nuit, des manifestations se sont multipliées dans plus de trente villes. Des cortèges de voitures ont bloqué les rues et les carrefours. Des

affrontements ont eu lieu avec la police, faisant des blessés de part et d'autre. L'Internet biélorusse a été coupé, mais sur les réseaux sociaux, par le biais d'autres fournisseurs d'accès, des appels à se regrouper ont continué à circuler.

Loukachenko a affiché sa fermeté, accusant «l'étranger» d'avoir organisé les manifestations. Plus de 3 000 personnes ont été arrêtées dès le premier soir. Le 11 août au matin, on apprenait que Tikhanovskaïa se trouvait en Lituanie, pays voisin membre de l'Union européenne, sans qu'on sache si elle s'y était rendue de son plein gré ou avait été expulsée.

Il faut souligner l'hypocrisie des protestations des dirigeants occidentaux, notamment français, contre la falsification des élections. Les pays impérialistes s'accommodent de bien d'autres dictatures, y compris en Europe, et en réalité ils ont su tirer avantage de celle de Loukachenko aussi. La Biélorussie, zone tampon entre l'Union



Minsk, le 9 août.

européenne et la Russie, leur permet notamment de contourner leurs propres sanctions contre Moscou pour continuer à y faire leurs affaires.

Depuis son accession au pouvoir en 1994, Loukachenko, représentant de la bureaucratie biélorusse, n'a cessé de louvoyer entre les pays occidentaux et la Russie pour tenter de s'assurer une marge de manœuvre. Le pays reste dépendant de la Russie, notamment pour la fourniture et l'exploitation des matières premières, son économie s'étant construite en lien avec l'URSS, sa population parlant russe et étant liée à la population russe. D'autre part, la Biélorussie est restée un pays relativement industrialisé et Loukachenko a cherché à attirer technologies et

capitaux occidentaux. Il a favorisé des privatisations dans divers secteurs. Mais sa boussole, en tout état de cause, est toujours restée l'enrichissement de la bureaucratie biélorusse et des milieux d'affaires qui lui sont liés.

À la veille des élections, Loukachenko se présentait encore comme garant de l'indépendance par rapport à Moscou, cherchant par la même occasion à regagner les voix d'une partie des libéraux. Mais, à présent, sa situation rappelle celle de Ianoukovitch, le président ukrainien renversé en 2014 par le mouvement du Maïdan. L'avenir dira si sa situation est aussi fragile. Poutine, en tout cas, craignant une déstabilisation qui risquerait de faire contagion et d'éloigner un État supplémentaire de la

sphère d'influence russe, s'est empressé de saluer sa victoire électorale.

Mardi 11 août, plusieurs usines se mettaient en grève, tandis que des syndicats liés à l'opposition, ou en train de la rejoindre, appelaient à la grève générale. Pour les dirigeants de l'opposition, la classe ouvrière n'est appelée à descendre dans la rue que comme masse de manœuvre pour faire pression sur le régime. Il serait de son intérêt de manifester en son nom propre, de s'organiser dans les usines et les villes, pour défendre ses propres objectifs, face à ceux de la bureaucratie au pouvoir, mais aussi face à ceux de la bourgeoisie libérale qui aspire seulement à accéder au pouvoir politique.

Pierre Merlet

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Face à la catastrophe sociale qui s'annonce, comment les travailleurs peuvent-ils se défendre, et sur quel programme qui prenne en compte les intérêts du monde du travail ? C'est de cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter dans leurs rencontres avec les travailleurs au cours de leurs caravanes d'été. Les prochaines étapes sont les suivantes :

Pas-de-Calais

Jeudi 13 août : **Saint-Omer**
Vendredi 14 août : **Calais**
Samedi 15 août :
Boulogne-sur-Mer

Provence/Gard

Jeudi 13 août :
Alès
Vendredi 14 août
et samedi 15 août :
Arles

Bretagne

Lundi 17 août : **Quimper**
Mardi 18 août : **Brest**
Mercredi 19 août :
Concarneau/Douarnenez
Jeudi 20 août : **Lanester**
Vendredi 21 août : **Vannes**
Samedi 22 août : **Lorient**

Champagne-Sud

Lundi 17 août :
Saint-Dizier
Mardi 18 août : **Bar-le-Duc**



Mercredi 19 août : **Troyes**

Jeudi 20 août :
Vitry-le-François
Vendredi 21 août
et samedi 22 août :
Chaumont

Lorraine

Lundi 17 août : **Thionville**
Mardi 18 août :
Sarreguemines
Mercredi 19 août :
Nancy / Fouard /
Vandœuvre-lès-Nancy

Jeudi 20 août : **Metz**

Vendredi 21 août :
Thionville
Samedi 22 août :
Sarreguemines

Poitou/Centre

Lundi 17 août
et mardi 18 août :
Châtelleraut
Mercredi 19 août
et jeudi 20 août : **Poitiers**
Vendredi 21 août
et samedi 22 août : **Blois**

Pyrénées

Lundi 17 août :
Saint-Jean-de-Luz
Mardi 18 août
et mercredi 19 août :
Saint-Jean-de-Luz /
Hendaye
Jeudi 20 août :
Tarbes
Vendredi 21 août :
Tarbes/Pau
Samedi 22 août :
Pau